

La guerre froide 1945-1989

Plan :

1) Le système bipolaire.

- a) Les sphères d'influence et la mondialisation du conflit Est-Ouest,
- b) Les structures de bloc et le devoir d'intervention : Berlin 1948 ; Chine 1946-1949 ; Corée 1950-1953 ; Indochine.
- c) Les règles du système : le Proche Orient 1949-1956 ; Budapest 1956.
- d) Déterminisme du système : Berlin 1961 ; La crise de Cuba de 1962 ; Décolonisation.

2) La détente (1962-1979)

- a) Le condominium américano-soviétique : l'Ouest ; l'Est.
- b) La CSCE.
- c) La course aux armements.
- d) le contrôle des armements.
- e) la rivalité dans le Tiers monde.

3) La « nouvelle guerre froide » (1979-1990)

- a) Afghanistan 1979
- b) La crise des euromissiles (1979-1983)
- c) La fin de la Guerre froide.

On appelle « guerre froide » une période particulière des RI après la Seconde guerre mondiale. Le terme est employé en deux sens :

- Au sens large – pour toute la période de la confrontation entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste entre 1946 et 1989.
- Au sens étroit – la période entre 1946 et 1962 quand se créent les structures de la Guerre froide (les blocs militaires, les règles du jeu) et la confrontation est extrêmement dangereuse.

La Guerre froide est caractérisé par :

- La bipolarité des RI (division des pays entre deux pôles politiques et militaires, en tête avec deux super-puissances : les États-Unis et l'Union soviétique).
- L'existence de blocs militaires, qui ne sont plus des coalitions classiques, mais des groupements stables, où les États sont soumis à une discipline interne et partagent une vision commune du monde (cohérence idéologique).
- L'existence des armements nucléaires qui imposent aux gouvernements plus de prudence et les forcent à respecter les règles du jeu, notamment la renonciation à intervenir directement dans la sphère de l'autre « camp ».
- Le conflit « central » (Est-Ouest) évite la confrontation militaire, mais se déplace dans la « périphérie » des RI et dans la course aux armements.

1) Le système bipolaire (1947-1962)

Le système bipolaire ne s'établit pas d'un seul coup. Les Alliés conservent pendant quelques années après la fin de la Seconde guerre mondiale des structures de coopération afin de gérer mutuellement de multiples problèmes en Europe et ailleurs. Mais en 3-4 ans (1945-1949) la confrontation entre l'Est communiste et l'ouest capitaliste croit pour se structurer dans deux blocs militaires opposés.

Oppositions des deux blocs :	
L'Ouest	L'Est
Économiquement :	
Plan Marshall : Programme d'assistance économique européenne lancé en 1948 par les États-Unis pour aider l'Europe dévastée par la seconde guerre mondiale. Ce plan consistait de 13 milliards de dollars destinés pour les pays européens non communistes ou les pays sous régimes communistes qui voulaient remplacer leur régime par un régime démocratique.	COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle) : cet organisme existe depuis 1949. Conclu à Moscou, le COMECON fut créé pour contrecarrer les effets du plan Marshall par l'URSS, la RDA, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et l'Albanie (retirée en 1961). Le COMECON est basé sur la spécialisation des économies nationales pour rebâtir les pays socialistes endommagés par la guerre.
Militairement :	
OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique) : Alliance militaire défensive dont le but est de contrer une éventuelle attaque soviétique en Europe occidentale. (Pays membres en 1949 : États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Islande, Luxembourg, Italie et Portugal. Ensuite en 1952 la Grèce et la Turquie et finalement en 1955 la RFA.)	Le Pacte de Varsovie : Équivalent communiste de l'OTAN. L'URSS garde un contrôle serré sur les membres de l'alliance en étant le fournisseur exclusif en armement. (Pays membres en 1955: URSS, Bulgarie, Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et Albanie [Retirée en 1968])

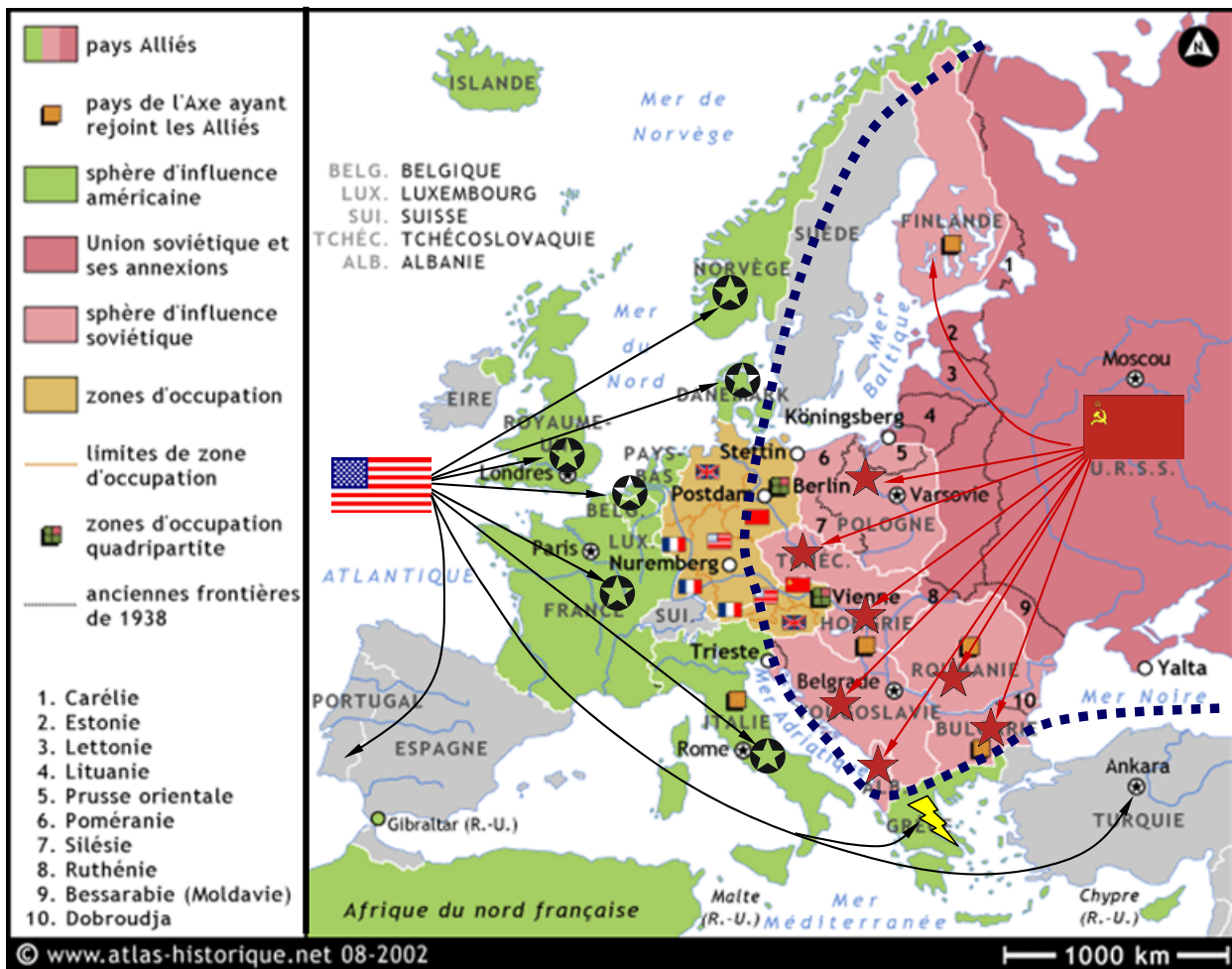
<http://www.guerrefroide.net/pages/estvsouest>

a) Les sphères d'influence et la mondialisation du conflit Est-Ouest.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale les États-Unis et l'URSS sont loin d'assumer vire leur nouveaux rôles de chef de deux bloc opposés. Les Américains sont tentés par la tradition isolationniste, alors que les Soviétiques viennent de sortir de leur isolation internationale depuis 1917.

Au début les deux puissances se contentent d'établir des relations politico-militaires bilatérales avec les pays de leur zone de présence en Europe : les États-Unis à l'Ouest, l'URSS – à l'Est. Entre ces deux zones restent els territoires de l'Allemagne et de l'Autriche occupées par les alliés, ainsi que des pays neutres, tels la Suède et la Turquie.

L'Europe divisée en 1945-1947



b) Les structures de bloc et le devoir d'intervention.

Les Occidentaux forment les premiers leur bloc. Mais il y a des difficultés à surmonter, parce que le Royaume-uni et la France, anciennes puissances mondiales, doivent assumer maintenant un rôle international subalterne comme alliés aux États-Unis :

- Déjà en 1947 la France et le Royaume-uni signe le Traité de Dunkerque – une alliance militaire d'après-guerre.
- En 1947 les Américains lancent le plan Marshall – aide financière américaine pour la reconstruction et la modernisation des pays européens, qui acceptent le régime de la démocratie libérale.
- En 1948 le Traité de Bruxelles institue l'Union occidentale (France, Royaume-uni, Belgique, Pays-bas et Luxembourg), une alliance défensive contre toute tentative de nouvelle menace de la part de l'Allemagne, mais aussi dans un nouveau contexte d'une nouvelle menace de l'Est.
- En 1949 les pays de l'Union occidentale avec les États-Unis, le Canada, le Norvège, le Danemark, l'Islande, l'Italie et le Portugal signent le Traité de l'Atlantique du Nord (Alliance atlantique), qui en 1952 se dote d'une organisation militaire – l'OTAN.
- En 1952 le Grèce (où en 1949 finit la guerre civile entre communistes et conservateurs) et la Turquie, considérées menacées par le communisme, adhèrent à l'OTAN.
- En 1954 suite des accords de Paris, la RFA (constituée en 1949 dans les zones d'occupation occidentales) adhère à l'OTAN. Les accords de Paris instituent aussi l'Union de

l'Europe occidentale (UEO) des membres européens de l'OTAN qui assume le contrôle sur les armements allemands.

Les Soviétiques n'ont pas après 1945 de rivaux en Europe de l'est, mais dans ces pays les communistes s'installent au pouvoir progressivement. En 1947 en Pologne et en 1948 en Tchécoslovaquie les partis communistes s'imposent par force :

- En 1947 le Cominform (une organisation des partis communistes de l'Europe de l'Est avec les PC français et italien) est créé pour uniformiser les stratégies politiques des communistes en Europe.
- En 1947-1948 l'URSS signent des traités bilatéraux d'alliance avec les pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Roumanie, Pologne, Hongrie, Albanie et RDA après son établissement en 1949). La Yougoslavie communiste s'oppose aux Soviétiques et reste en dehors des structures politiques et militaires du bloc de l'Est.
- En 1949 le COMECON est établi pour lier économiquement les pays communistes de l'Est avec l'aide de l'URSS.
- En 1955 le Pacte de Varsovie termine le processus d'intégration militaire des pays communistes de l'Europe.

Les deux blocs militaires en Europe



i) Berlin 1948

La division de l'Europe en deux blocs opposés met fin à la coopération des Alliés au sujet de l'Allemagne. Le temps de la confrontation commence, marqué par la première crise de Berlin en 1948.

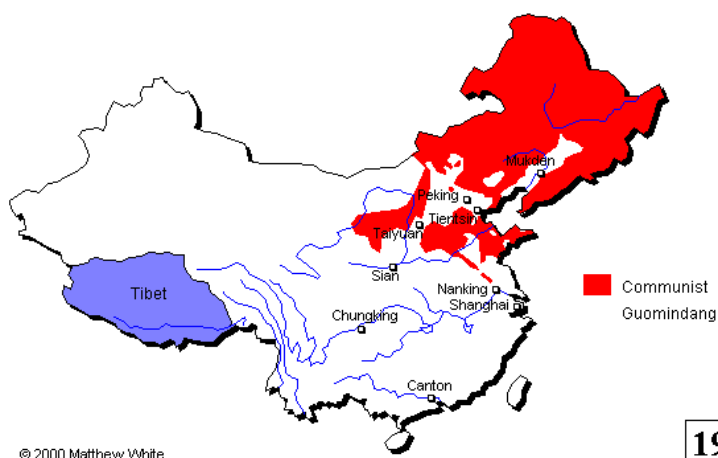
« Bien que dans le secteur russe, Berlin garde son statut de capitale de l'Allemagne qui était encore considérée comme étant un pays. Par contre lors de la rupture de l'administration jointe des quatre puissances en 1948, l'administration de Berlin aussi eut sa fin et donc perdit son statut de capitale. Suite à cette rupture l'URSS demanda que Berlin fasse entièrement partie du secteur soviétique. Son essai de bloquer les forces occidentales en fermant toutes les routes à Berlin échoua lorsqu'un pont aérien dirigé par les États-Unis fut établi.

Ce massif pont aérien dura 11 mois après lequel en 1949, les trois secteurs occidentaux se réunirent pour former la République Fédérale Allemande (RFA), et le secteur russe devint la République Démocratique Allemande (RDA). Berlin de l'Est fut incorporé dans la RDA pour enfin devenir sa capitale en 1954, par contre Berlin de l'Ouest continua d'être un territoire séparé avec son propre gouvernement et liens économiques et culturels avec la RFA. Bien que généralement considérée comme territoire RFA, les délégués envoyés au parlement ouest-allemand situé à Bonn n'avaient qu'un statut d'observateur, n'ayant pas le droit de vote. »

(<http://www.guerrefroide.net/pages/berlin>).

L'Allemagne ne peut plus rester dans son état intermédiaire et la division de l'Europe s'y manifeste par la création de deux États allemands indépendants. Le 23 mai 1949 la République Fédérale Allemande (RFA) est fondée à Bonn. Le 7 octobre 1949 la République Démocratique Allemande (RDA) est fondée à Berlin-Est.

ii) Chine 1946-1949



© 2000 Matthew White

La division du monde, commencé en Europe, se mondialise. Après la Seconde guerre mondiale éclate en Chine une guerre civile qui oppose les communistes aux nationalistes du Kuomintang – ces alliés dans la guerre antijaponaise d'avant 1945. En 1949 les communistes s'imposent dans tout le pays à l'exception de l'île de Taïwan où se retirèrent les armées de Tchang Kaï-chek. Ce partage entre l'Est et l'Ouest, comme en Allemagne, fort inégale de la Chine entre la République populaire de Mao Zédong et de la Taïpei chinoise de Tchang Kaï-

chek, se déroulera aussi ailleurs.

Après la victoire des communistes le siège de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU reste toujours occupé par le gouvernement de Taïpei. Cela provoque le boycott du CC de l'ONU par le représentant de l'URSS pendant presque 3 ans.

iii) Corée 1950-1953

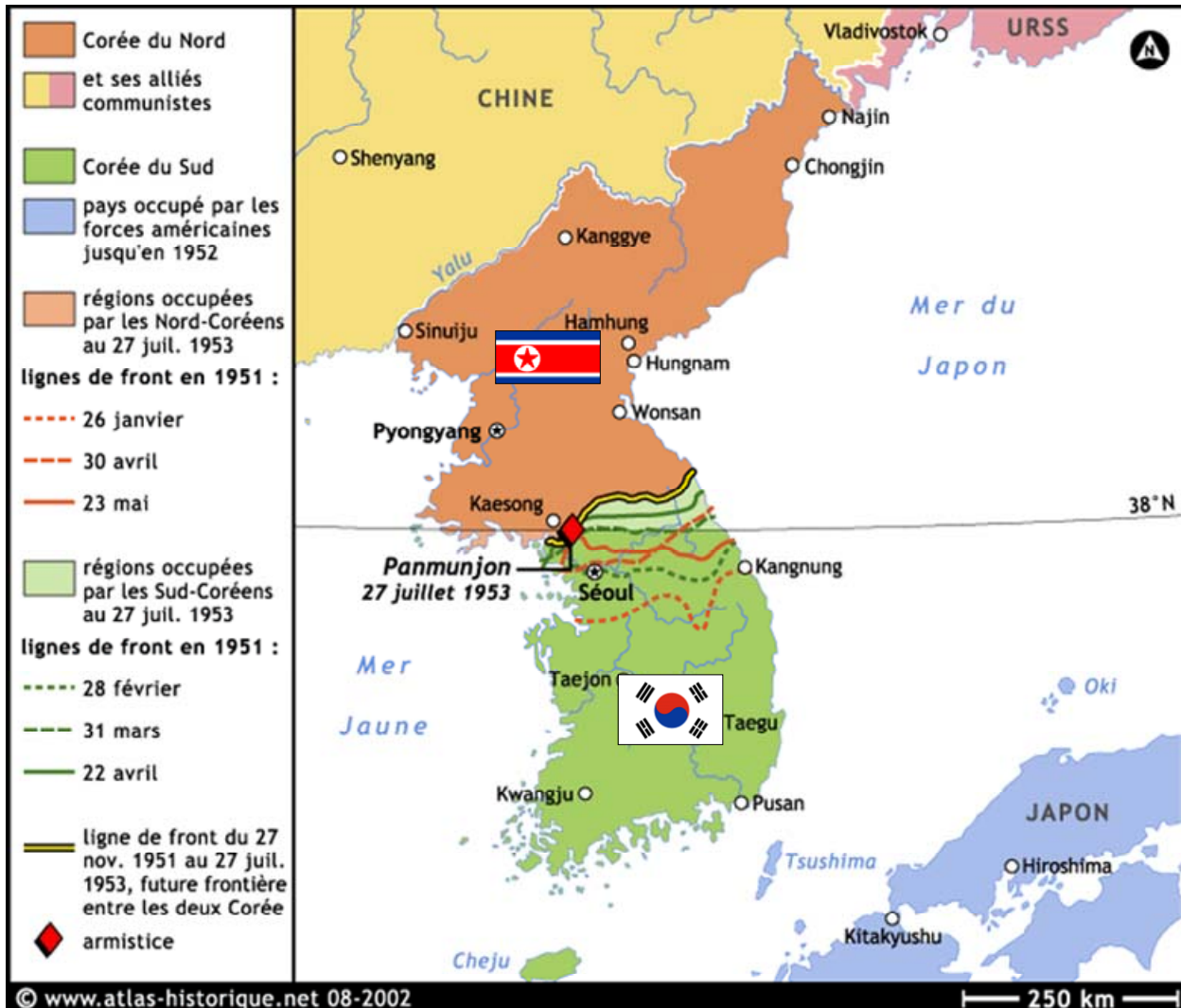
La guerre de Corée est en effet un épisode de ce début de la guerre froide – encore un cas d'un pays divisé entre l'Est et l'Ouest. La Corée sort de la Seconde guerre mondiale après une occupation japonaise. Le pays est libéré au sud par les Américains et au nord par les Soviétiques. Dans les deux partis s'installent deux gouvernements : au Nord – communiste, au Sud – proaméricain. La ligne de démarcation se situe au 38^{ème} parallèle.

Le gouvernement communiste de Kim Il Sung entreprend en juin 1950 une offensive militaire contre le Sud, encouragé par la victoire des communistes chinois dans la guerre civile. Les communistes arrivent vers septembre 1950 à occuper presque tout le pays, sauf une partie au sud-est autour de la ville de Pusan. Le gouvernement du Sud s'adresse à l'ONU réclamant être victime d'une agression. Le Conseil de sécurité, à l'absence du représentant soviétique qui le boycotte, vote une décision d'envoyer des casques bleus – des troupes de l'ONU sous le commandement américain, pour rétablir la souveraineté de la Corée du Sud. Les troupes de l'ONU envahissent le pays en septembre 1950 et en quelques semaines occupent aussi la Corée du Nord, alors que les troupes de Kim Il Sung se retirent en octobre au nord, dans les montagnes.

Fin novembre 1950 des « volontaires » chinois entrent dans la guerre aux côtés des communistes coréens – il s'agit en effet de quelque 500 000 soldats chinois sous le commandement de Lin Piao. Grâce à cette offensive, les communistes renversent la situation et arrivent en décembre 1950 de réoccuper Séoul, la capitale du Sud. Au début de 1951 les Américains arrivent à stabiliser le front au

38^{ème} parallèle. En 1951 malgré des offensives des deux côtés, le front bouge vers le sud et vers le nord sans beaucoup s'éloigner du point de départ – le 38^{ème} parallèle. En 1952 et 1953 plusieurs tentatives pour arriver à un armistice sont entreprises, et enfin, le 27 juillet 1953 l'armistice de Panmunjeon est signé. Il établit la ligne de démarcation entre les deux Corées, qui est aujourd'hui la frontière reconnue. Les années après ce sont les Coréens du sud qui vont établir un mur en béton armé tout au long de la frontière.

La guerre de Corée

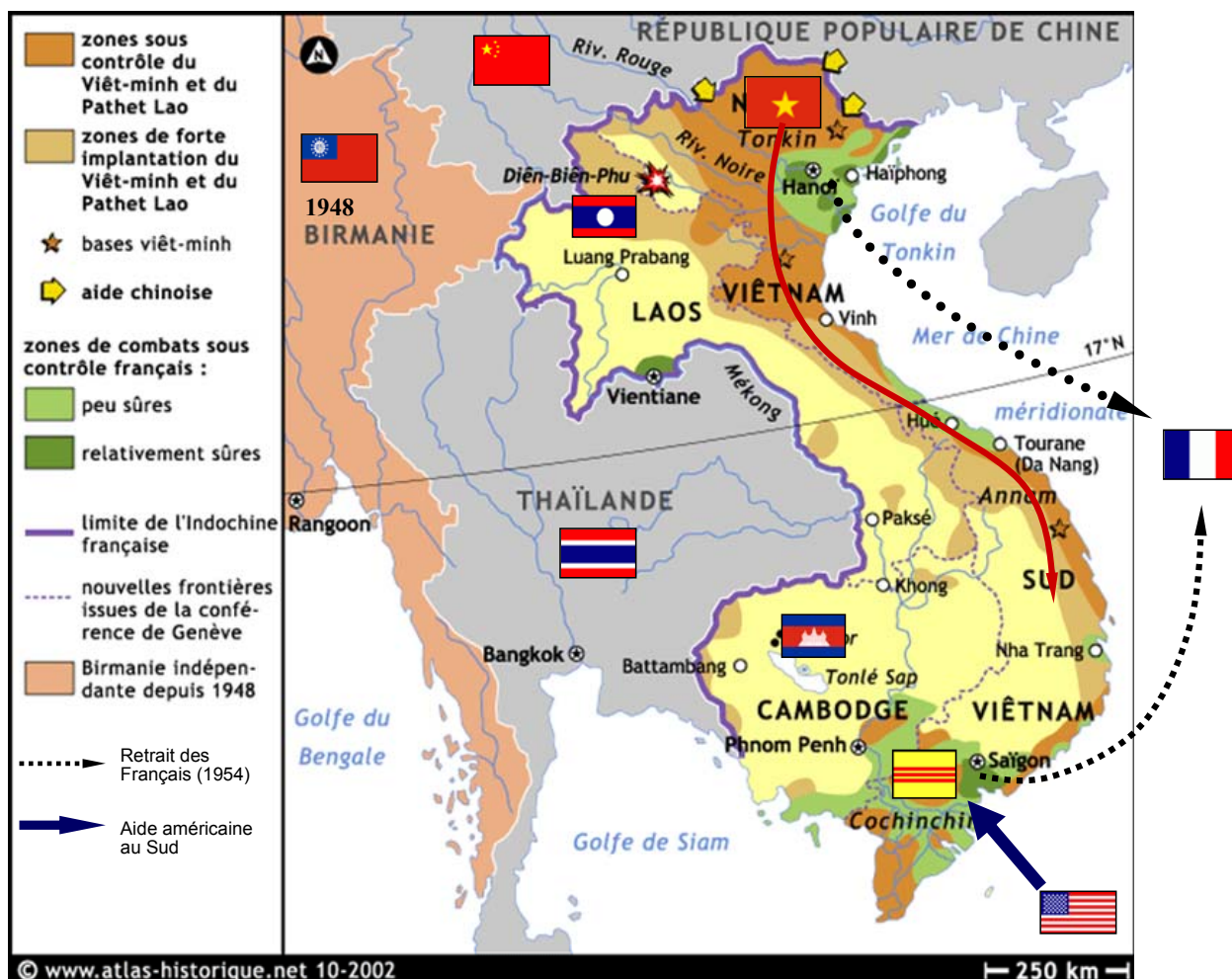


iv) Indochine

En Indochine la situation de départ est différente, mais les conséquences sont pareil – le Vietnam est divisé en deux : entre l'Est et l'Ouest (la ligne sépare aussi le Nord et le Sud). L'Indochine, colonie française, est le terrain d'un mouvement d'émancipation nationale sous la direction des communistes (avec comme chef Hô Chí Minh, communiste vietnamien, ayant fait ses études en France). Les Français tentent de réoccuper le Vietnam, dont l'indépendance est proclamée à Hanoi par Hô Chí Minh en 1945. La guerre oppose les troupes françaises au Vietminh (le Front de libération nationale communiste) entre 1946 et 1954. Le Vietminh est soutenu par la Chine et l'URSS, les Français sont soutenus par les Américains, qui assument de plus en plus leur rôle de leader occidental.

En 1954 les Français subissent une défaite décisive et se retirent de l'Indochine, laissant la place aux Américains, qui les remplacent en assurant le maintien du Vietnam du sud (La République du Vietnam) dans l'orbite de l'Occident, alors qu'au Nord est proclamée la République démocratique du Vietnam (communiste). La ligne de démarcation des deux États est établie au 17^{ème} parallèle.

La guerre d'Indochine 1946-1954



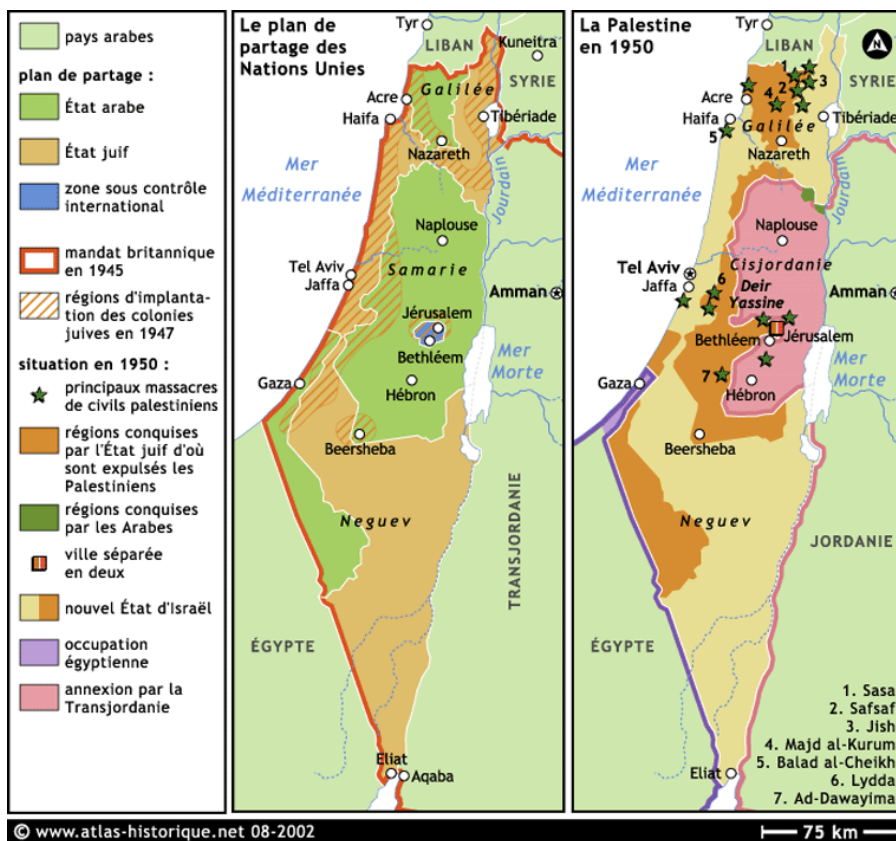
c) Les règles du système :

Ces divisions (Allemagne, Chine, Corée, Vietnam) vont marquer une importante caractéristique de la guerre froide – le partage net des zones d'influence de l'Est et de l'Ouest, ainsi que le principe de respect de la responsabilité respective dans ces zones d'influence. Ceci afin d'éviter une confrontation directe entre les États-Unis et l'URSS dans l'âge nucléaire.

Les deux nouvelles super-puissances apprennent pas à pas les nouvelles règles qui s'établissent. Entre autre les deux super-puissances apprennent à assumer leur rôle de leaders dans leurs zones respectives, en acceptant d'être des arbitres et les gendarmes, quand il le faut. Deux événements de 1956 le démontrent : la guerre au Proche Orient et la révolte hongroise.

i) **Le Proche Orient 1949-1956**

La question la plus dure au Proche Orient c'est le sort de la Palestine, sous mandat britannique depuis 1918. L'afflux d'immigrés juifs dans le pays surtout après la fin de la Seconde guerre mondiale (les Juifs, ayant subi le Holocauste des nazis, fuient en masse de l'Europe vers Palestine en quête d'une « foyer national », que les autorités britanniques avaient promis déjà en 1917). Cela provoque des conflits avec les Arabes palestiniens, qui débordent en 1946-1947. L'ONU tente de résoudre le problème en proposant le partage de la Palestine en deux États : Hébreu et Arabe (résolution 181 de 1947). La ville de Jérusalem devrait rester sous contrôle international.



Israël déclare son indépendance le 14 mai 1948, que les Arabes de Palestine et ses voisins n'acceptent pas. L'Égypte, la Syrie et la Jordanie attaquent le nouvel État hébreu et l'envahissent, tout en provoquant une résistance résolue. Quinze mois plus tard les Israéliens arrivent à repousser les envahisseurs et à établir une ligne de démarcation, en augmentant le territoire initial de leur État avec la Galilée au nord, le Néguev occidental et une grande partie de la Cisjordanie y compris la partie occidentale de la ville de Jérusalem, qui reste divisée en deux. L'ONU reconnaît le nouvel État dans ces nouvelles frontières.

Mais le conflit entre Israël et ses voisins s'accroît. En 1952 en Égypte arrivent au pouvoir les nationalistes baasistes, dirigés depuis 1954 par Gamal Abdel Nasser (soutenu par l'URSS). Ce dernier nationalise le canal de Suez, qui appartient à une compagnie anglo-française. Cela provoque une intervention militaire de la France et du Royaume uni en octobre 1956, précédés par Israël, qui déclenche le conflit. La guerre engage les alliances et dans les circonstances de la guerre froide les États-Unis et l'URSS se retrouvent engagés par leurs alliés. Les deux superpuissances ne voulant pas être engagés sans leur consentement dans un conflit essaient de retenir leurs alliés respectifs et d'arrêter le conflit (l'URSS ayant des problèmes de résoudre avec la Hongrie, son allié, et la Yougoslavie, son rival; les États-Unis ne voulant pas s'engager dans un conflit avec l'URSS par leurs alliés trois ans après la fin de la guerre de Corée). Suite de l'intervention de deux super-puissances, l'ONU adopte une résolution et arrête les hostilités en novembre 1956. Les troupes françaises et britanniques sont retirées, Israël se retire sur ses frontières internationales.

La guerre démontre que dorénavant les grandes décisions en RI seront prises par les « deux grands », qui ne laisseront pas leurs alliés les engager dans un conflit non voulu.

ii) Budapest 1956

« Le mouvement hongrois d'octobre 1956 fut une insurrection, voire une révolution. Ce fut un soulèvement spontané, sans dirigeants, authentique mouvement de masse uni par la haine du régime stalinien et par une volonté d'améliorer la situation sociale... »

Les intellectuels qui se battaient pour la réforme n'ont jamais imaginé un tel cataclysme, un bouleversement aussi violent, une remise en question de la totalité des institutions et encore moins à une opposition armée à la domination de l'Union soviétique. En octobre 1956, le peuple hongrois se soulève contre le despotisme soviétique. Pendant dix jours, il s'est senti libre et a exercé cette liberté ; les ouvriers ont notamment formé des conseils qui ont pris en main la gestion des entreprises. C'est une centaine de conseils ouvriers qui se sont créés dans tout le pays. Les programmes diffèrent, mais ont des points communs : l'abolition de l'ÁVH (police secrète), le retrait des Russes, les libertés politique et syndicale, la gestion ouvrière des usines et l'amnistie... »

La décision du gouvernement hongrois du (communiste) Imre Nagy du 1 novembre 1956 du retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie accélère une riposte soviétique.

« L'insurrection hongroise est rapidement écrasée par les chars soviétiques sans que la réprobation internationale n'aille plus loin que le seul discours indigné. La coexistence pacifique, en effet, induit tacitement pour la paix mondiale le non-engagement de chacune des deux superpuissances dans ce que l'autre considère comme sa "zone d'influence". La Hongrie étant considérée par tous (et à juste titre) comme située dans la zone d'influence de l'URSS, une réaction militaire des États-Unis ou de ses alliés aurait immédiatement été perçue comme une ingérence intolérable par les Soviétiques. Ingérence dont les nations occidentales se sont bien gardés, "abandonnant" la Hongrie à son sort plutôt que de prendre le risque de l'escalade dans ce qui aurait pu devenir une "crise" internationale (et non plus seulement interne au Bloc de l'Est comme ce fut effectivement le cas) alors que la crise du canal de Suez occupait déjà les Chancelleries. »
http://fr.wikipedia.org/wiki/Insurrection_de_Budapest.

d) Déterminisme du système :

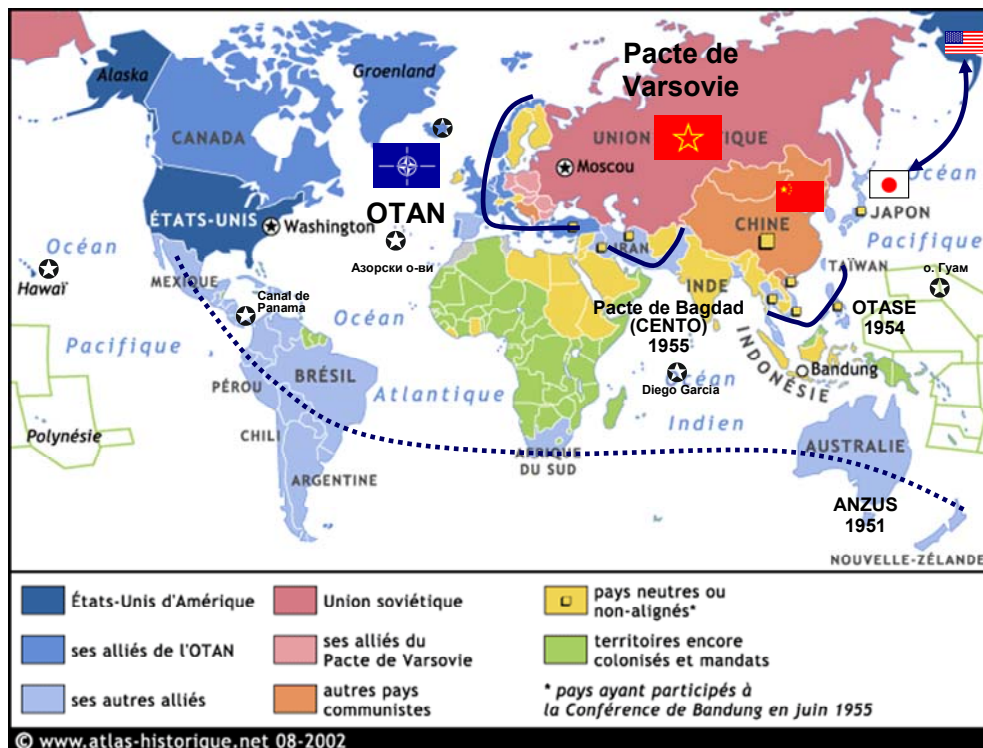
La guerre froide est un système international où les acteurs ont peu de marge de manœuvre, même les super-puissances, qui sont obligées à agir dans des paramètres précis. Vers la fin des années 1950 le partage entre l'Est et l'Ouest devient mondial : les bloc communiste est encerclé par une chaîne d'alliances américaines :

- L'OTAN dans l'Atlantique du Nord et la Méditerranée en 1949, élargie en 1952.
- Le Pacte de Bagdad (puis le CENTO) – l'Organisation du Traité central entre l'Iraq, l'Iran, la Turquie et le Royaume-uni en 1955 (les États-Unis étant les initiateurs).
- L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE ou SEATO) en 1954, entre les États-Unis, le Thaïlande, les Philippines, l'Australie et le Pakistan.
- Le traité de partenariat stratégique américano-japonais.

De l'autre côté c'est le pacte de Varsovie de l'URSS et de ses alliés européens, et l'alliance sino-soviétique en Asie.

À part les pays membres des alliances des super-puissances, il y a peu de pays neutres, dont beaucoup se regroupent en 1960 dans le Mouvement des non-alignés (la Yougoslavie, l'Inde, l'Égypte).

Au début des années 1960 le système de la Guerre froide arrive à son apogée – c'est le moment de la dernière tentative pour les super-puissances des tester les possibilités d'acquérir un avantage rapide sur le rival. Les crises de Berlin de 1961 et de Cuba de 1962.

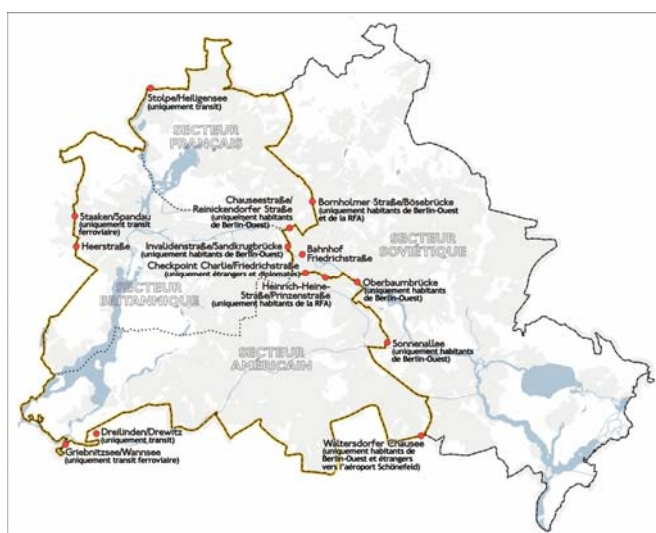


i) Berlin 1961

« Après de sévères problèmes sociaux, politiques et économiques, des centaines de citoyens est-berlinois fuirent à Berlin de l'Ouest, pour ensuite aller de là en Allemagne de l'Ouest. Commençant en août 1961, le gouvernement est-berlinois construisit le mur de Berlin autour de la frontière entre Berlin de l'Est et Berlin de l'Ouest pour arrêter cette fuite. Avec 166 kilomètres de clôtures électriques, patrouilles, projecteurs et pièges de véhicules, une centaine de citoyens est-berlinois ont été tués au mur en essayant de fuir leur misère. » <http://www.guerrefroide.net/pages/berlin>

Le partage de Berlin

	Ouest	Est
Surface	483km ²	403km ²
Population	2 177 000, environ 9% des travailleurs sont des étrangers.	1 134 000, pas de minorités significatives.
Économie	40% de la main d'oeuvre en industrie, équipement électrique, ingénierie, produits chimiques et textiles.	30% de la main d'oeuvre en gouvernement, équipement électrique, produits chimiques, textiles et alimentation.



Mais la construction du mur de Berlin n'a pas uniquement l'objectif d'arrêter l'exodes des Allemand de l'Est vers l'Ouest, C'est aussi un symbole, que le partage entre l'Est et l'Ouest est net et définitif. Le mur est en effet une frontière bien gardée, comme toute les frontières du « rideau de fer ».

La réaction de l'Occident à la construction du mur ne dépasse pas les déclarations de réprobation – aucun des pays occidentaux ne pense entreprendre de mesure plus radicales. Le statu quo de la division Est-Ouest est en train d'être reconnu et admis comme norme.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Karte_berliner_mauer-fr.png

Le mur en 1986 vu de l'Ouest avec le no man's land



<http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Berlinermauer.jpg>

ii) La crise de Cuba de 1962

« En 1962 l'Union Soviétique a été dangereusement derrière les États-Unis dans la course aux armes. Les missiles soviétiques n'étaient qu'assez puissants pour atteindre l'Europe, bien que les armes américains étaient capables d'atteindre l'entière Union Soviétique. En mai 1962, Nikita Khrouchtchev développa l'idée de placer des missiles à portés intermédiaires à Cuba. Un déploiement à Cuba aurait doublé l'arsenal stratégique soviétique et aurait fourni un vrai déterrant contre une attaque américaine sur l'Union Soviétique.

Durant ce temps, Fidel Castro cherchait une façon efficace de défendre son île contre une attaque américaine. Dès l'échec de l'invasion américaine en 1961 de la Baie des Cochons, Castro attendait une autre attaque comme étant inévitable. Donc pris dans une telle situation, il approuva le plan de Khrouchtchev. Durant l'été de 1962, l'Union Soviétique travailla rapidement et secrètement pour construire ses installations militaires à Cuba.

Pour les États-Unis, la crise commença le 15 octobre de cette même année lorsque des photographies militaires ont révélé des missiles soviétiques en construction à Cuba. Tôt le prochain jour, le président Kennedy fut informé des installations soviétiques. Immédiatement après sa découverte, Kennedy organisa son comité exécutif, connu sous le nom de EX-COMM. Ce groupe des douze plus importants conseillers de la Maison blanche fut mit en charge de contrôler la crise. Après sept jours de débats intenses, Kennedy décida d'imposer un embargo naval pour cesser l'arrivée de missiles additionnels.

Pour le reste du monde, la crise commença officiellement le 22 octobre lorsque Kennedy annonça la découverte des missiles au public. Il annonça aussi que tout lancement de missiles nucléaires du Cuba sera vu comme une attaque sur les États-Unis de l'Union Soviétique. À la suite de son discours, il demanda l'enlèvement des missiles soviétiques du Cuba. Durant la phase publique de la crise, les hostilités commencèrent à augmenter sur les deux côtés, lorsque le 26, EX-COMM reçut une lettre de Khrouchtchev dans laquelle il proposa d'enlever les missiles et troupes soviétiques de Cuba si les États-Unis acceptèrent de ne pas envahir le Cuba après son départ.

Cette offre fut prometteuse, lorsque le 27 octobre, un U-2 américain fut détruit lorsqu'il fit une passe sur Cuba. Une deuxième lettre suivit l'incident dans laquelle cette fois-ci Khrouchtchev demanda l'enlèvement des missiles américains en Turquie en échange des missiles soviétiques à Cuba. Cette journée-ci fut notamment la journée où les tensions furent les plus hautes.

Robert Kennedy, Attorney General des États-Unis, suggéra d'ignorer la seconde lettre et contacta lui-même l'ambassadeur soviétique Anatoly Dobrynin pour lui informer l'accord des États-Unis avec la première lettre. Finalement, le 28 octobre, les hostilités commencèrent à se calmer lorsque Khrouchtchev annonça qu'il détruira les installations et retournera les missiles à l'Union Soviétique.



Cette déclaration et les accords qui suivirent pour spécifier les circonstances dans lesquels ils devront de dérouler marquèrent la fin d'un chapitre dans lequel le monde s'est vu aux frontières d'une guerre nucléaire. Suite à cet incident, les États-Unis et l'Union Soviétique s'aperçurent du danger du man-

que de communication. En effet un communiqué envoyer d'un chef à un autre prenait souvent des heures, ce qui est très dangereux si on parle d'une déclaration de guerre. Pour régler ce problème, les deux gouvernements installèrent un lien téléphonique direct entre la Maison Blanche et le Kremlin. Cette ligne existe encore, bien qu'elle ait un rôle minime de nos jours.»
<http://www.guerrefroide.net/pages/cuba>

Peu de temps après les Américains retirent leurs missiles de la Turquie. La crise de Cuba démontre l'existence d'une parité stratégique des super-puissances et donc l'impossibilité de changer cet équilibre par une confrontation directe, La crise met le début d'une nouvelle phase de la guerre froide – la détente.

iii) Décolonisation

Un des processus qui marque fortement les RI de l'époque de la guerre froide est la décolonisation. Pendant les années 1940-1950 les anciennes colonies des métropoles européennes en Asie acquièrent l'indépendance : l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka, la Birmanie, le Vietnam (du Nord et du Sud), le Laos, la Cambodge, la Malaisie, les Philippines, la Syrie, le Liban, Israël; ainsi que l'Égypte et la Libye qui se distancient le plus de l'Occident. Pendant les années 1960-1961 suite de la Déclaration de l'ONU sur la décolonisation, de nombreux pays en Afrique obtiennent leur indépendance.



occidental des anciennes métropoles.

C'est ainsi qu'apparaît le Tiers monde, avec ses revendications qui ne s'inscrivent pas toujours dans les stratégies des puissances de la guerre froide. Mais beaucoup des pays du Tiers monde sont tentés par le marxisme comme modèle politique de modernisation, opposé au modèle

2) La détente (1962-1979)

a) Le condominium américano-soviétique.

Après la crise de Cuba le système international de la guerre froide est établi et stabilisé – les super-puissances respectent ses règles, leurs conflits se transfèrent dans la périphérie afin d'éviter le risque d'une confrontation nucléaire. En effet s'installe dans le monde un condominium américano-soviétique, où les grandes questions des RI sont résolues en communs par les « deux grands ». Une détente s'établit, ce qui produit un effet particulier sur les relations internes dans les deux blocs : la discipline interne n'a plus la même valeur comme aux moments forts de la confrontation Est-Ouest. À l'Ouest comme à l'Est des tentatives d'émancipation de la tutelle du leader se produisent aux cours des années 1960-1970.

i) L'Ouest.

Dans cette situation les puissances européennes tentent une détente en Europe avec les pays de l'Est, y compris le règlement des plusieurs questions liées à la reconnaissance des États allemands, les frontières et la coopération en Europe. L'Ostpolitik (Politique de l'est) est réalisé par le gouvernement de la RFA, parallèlement avec une pareille démarche de la part du président français de Gaule.

« En 1969, le nouveau chancelier allemand social-démocrate, Willy Brandt (maire de Berlin de l'Ouest de 1957 à 1966) met fin à la politique très rigide menée par son prédécesseur, Konrad Adenauer envers la RDA. Avec son "Ostpolitik", Brandt inaugure la détente avec les pays de l'Est. Cette détente sera suivie par une série de Traités :

- 1970 : *Traité germano-soviétique reconnaissant l'inviolabilité des frontières européennes et le statut quadripartite de Berlin.*
- 1970 : *Traité germano-polonais où la RFA reconnaît la ligne Oder-Neisse.*
- 1971 : *Accord quadripartite sur Berlin où Moscou s'engage à ne plus entraver la libre circulation entre la RFA et Berlin-ouest, et à améliorer la situation résultant de la présence du mur de Berlin.*

Les espoirs d'une réunification de l'Allemagne paraissent très illusoires à l'époque de Brandt. Aussi entreprend-il des négociations avec la RDA pour normaliser leurs relations :

- 1972 : *"Grundlagenvertrag (Traité fondamental)" dans lequel les deux États reconnaissent que la souveraineté de chacun se limite à leur propre territoire ; ce qui met fin à l'idée que seule la RFA représentait l'Allemagne (politique des prédécesseurs de Brandt). Les deux pays échangent non des ambassadeurs mais des "représentants permanents". De nombreux États reconnaissent alors la RDA et les deux pays (RFA et RDA) sont admis à l'ONU en 1973.*

Brandt reçu le Prix Nobel de la Paix en 1971 pour ses travaux sur l'Ostpolitik et la relaxation des tensions entre l'Europe Occidentale et l'Europe Orientale. » <http://www.guerrefroide.net/minidoc/ostpolitik>.

De son côté de Gaule entreprend une amélioration des relations avec l'URSS et la Roumanie (cette dernière a refusé de participer à l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie pendant le printemps de Prague de 1968). De Gaule fait un pas radical en décidant de quitter le Commandement de l'OTAN en 1966 – pour « restaurer l'autonomie de décision en matière de défense » de la France. Le président français tient pendant cette époque des discours contre les « anglo-saxons » et tient à démontrer que les États-Unis ne peuvent plus être le maître absolu de l'Occident. Depuis cette décision française le siège du Quartier général de l'OTAN est transféré de Paris (il était dans le château de Fontainebleau) à Bruxelles.

Les années 1960 sont décisives dans la construction européenne. Les traités de 1952 (la CECA) et 1957 (la CEE et l'Euratom) constituent trois Communautés, dont les instances de chacune (Assemblée parlementaire, Commission et Comité des ministres) fusionnent en 1967 pour former un seul organisme international de 6 pays fondateurs (la France, l'Allemagne fédérale, l'Italie, la Belgique, les Pays-bas et le Luxembourg). En 1973 le Royaume-Uni enfin accède à la Communauté européenne avec le Danemark et l'Irlande (après la mort de de Gaule en 1970 qui s'opposait farouchement à l'acceptation de ce « cheval de Troie américain », comme il appelait l'Angleterre). L'intégration européenne des plus en plus devient une stratégie concurrente de l'intégration atlantique, ayant en vue la division du travail entre les deux organisations : la Communauté dans le domaine de l'économie, des échanges, de la politique fiscale; l'OTAN dans le domaine de la défense et de la sécurité.

ii) L'Est

Le bloc communiste connaît, lui aussi, des problèmes de cohérence et de discipline. En 1960, avec le début du conflit sino-soviétique, l'Albanie quitte le Pacte de Varsovie et s'allie à la Chine maoïste. En 1968 en Prague un mouvement de réformes, connu sous le nom de « printemps de Prague » conteste l'hégémonie soviétique. Le Pacte de Varsovie intervient militairement en août 1968 pour stopper le mouvement, avec l'exception notable de la Roumanie.

Le plus grave problème de l'Est est pourtant le conflit entre la Chine populaire et l'Union soviétique. En 1966 le chef communiste chinois Mao Zédong initie la « révolution culturelle » qui dure officiellement jusqu'à 1969. C'est la période de plus forte confrontation idéologique avec les Soviétiques – les deux partis communistes s'accusent mutuellement d'être des « révisionnistes » idéologiques. En 1969 le conflit dégénère en des collisions militaires à la frontière commune, qui restent pourtant limitées. Cette nouvelle situation incite le président américain R. Nixon à jouer « la carte chinoise » - il fait en 1972 une visite spectaculaire à Pékin, rétablit les relations sino-américaines et, chose inouïe, accepte que la Chine populaire occupe le siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU à la place de Taipei.

La détente en Europe



b) La CSCE.

Pour résoudre des problèmes tels que le statut de Berlin ouest, la reconnaissance des frontières en Europe, la coopération Est-Ouest, en 1973 commencent des pourparlers multilatéraux entre tous les pays de l'Europe, les États-Unis et le Canada, connus sous le nom de Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. La conférence sans précédents réunit des pays membres de l'OTAN, des pays membres du Pacte de Varsovie et les pays neutres.

« Le 30 octobre 1973, des pourparlers commencent à Vienne entre 12 pays de l'O.T.A.N. et 7 du Pacte de Varsovie en vue de la réduction mutuelle des forces et armes stationnées en Europe Centrale. Deux ans plus tard tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, participent à la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Elle aboutit aux « Accords d'Helsinki », signé le 1er août

1975. Ils sont souvent considérés comme le point culminant de la *DETENTE*. L'Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi que les États-Unis et le Canada acceptent les frontières déterminées en 1945, reconnaissant la zone tampon que les Soviétiques voulaient obtenir depuis la fin de la guerre. En échange de cette bénédiction des pays occidentaux, les Soviétiques s'engagent à respecter les « droits de l'homme » chez eux. Ces droits comprennent une plus grande liberté d'expression par la parole, par les écrits, d'opinions contraires au gouvernement, ainsi que la liberté de voyager et de se rendre auprès de leurs familles qui vivent à l'Ouest.

Les Accords d'Helsinki favorisent également le commerce entre Est et Ouest. Ils contribuent aussi à établir la tranquillité en Europe par les « mesures augmentant la confiance ». Ainsi, afin d'éviter les malentendus, tous les pays doivent signaler à l'avance les manoeuvres militaires impliquant plus de 25'000 hommes pour éviter la crainte d'une attaque par surprise. <http://membres.lycos.fr/guerrefroide/>

Le détente favorise partout les mouvements de démocratisation. Depuis 1970 en Pologne se développe le syndicat Solidarnosc qui deviendra un acteur essentiel de la démocratisation. En 1974 en Grèce le « régime des colonels » est renversé et au Portugal « la révolution des œillets » renverse le régime autoritaire. Ces deux événements sont suivis par le début de la démocratisation en Espagne après la mort de Franco en 1976 et les « accords de Moncloa ».

c) La course aux armements

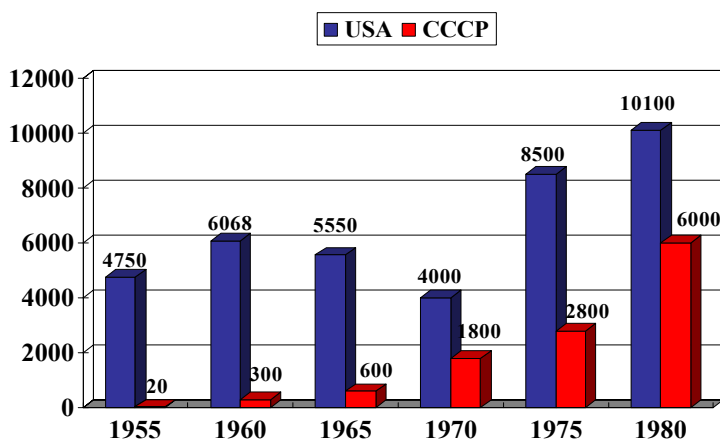
La guerre froide est marquée par une course aux armements stratégiques (nucléaires) des entre les deux super-puissances.

La course aux armements entre les États-Unis et l'URSS

	US	SU
Bombe atomique A	1945	1949
Bombardier intercontinental	1948	1955
Bombardier à propulsion réactive	1951	1954
Bombe thermo-nucléaire H	1952	1953
Missile balistique intercontinental ICBM	1958	1957
Missile balistique lancé d'un sous-marin SLBM	1960	1964
Anti-missile ABM	1974	1966
Ogive nucléaire multiple MIRV	1970	1975

Baylis J., St. Smith. *The Globalization of World Politics*. Oxford univ.press, 1998, p.81

Ogives nucléaires des deux super-puissances



La course est dans le domaine des armes stratégiques surtout (les trois principaux vecteurs d'armes nucléaires : les bombardiers stratégiques, les missiles stratégiques et les sous-marins nucléaires porteurs de missiles), ainsi que dans le domaine des armes dites de « défense stratégique » (anti-missiles). En même temps les deux rivaux augmentent d'une manière spectaculaire le nombre des leurs ogives nucléaires – un processus qui au début des années 1980 est à son pic.

Les autres membres du club nucléaire (le Royaume-Uni, la France et la Chine) possèdent des arsenaux nucléaires beaucoup moins importants.

d) Le contrôle des armements

La détente est marquée par les premières grandes tentatives d'instaurer un contrôle des armements – les accords SALT, SALT II et START entre les américains et les soviétiques sont sans précédent.

« Vers le début des années soixante, les États-Unis jouissent d'une supériorité militaire quant aux armements nucléaires en leur possession, mais l'URSS est crut de refermer l'écart entre les deux pays. À ceci se joint la possibilité de recherche nucléaire par des pays du tiers monde, dont notamment la Chine. Désirant éviter la propagation d'armes nucléaires sur une échelle mondiale, et surtout la propagation à des pays n'ayant pas les ressources requis pour la préservation d'une méthode sécuritaire de ces ogives, les États-Unis engendrent des discussions en 1964 avec l'Union Soviétique pour limité la diffusion de telles armes.

Ces discussions débouchent éventuellement sur une série de négociations en 1969 connues sous l'acronyme SALT, pour leur nom anglais Strategic Arms Limitation Talks, ou les négociations sur la limitation des armes stratégiques. S'achevant en 1972, les négociations produisent une multitude d'accords sur le déploiement, la diffusion et la croissance des arsenaux nucléaires des deux pays, ainsi que des ententes sur la dissuasion de développements d'ogives nucléaires par d'autres pays.

Des conventions adoptées, le traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-balistiques (Anti-Balistic Treaty) fut l'accord principal de SALT. Le traité ABM limita le nombre d'armes que chacune des forces pu posséder, ainsi que leur emplacement et composition. Malgré ceci, le traité permit la recherche, l'expérimentation et le développement de nouvelles armes. Le traité fut signé le 26 mai 1972.

En 1979, après une deuxième ronde de discussions américano-soviétiques, le traité SALT II fut signé le 18 juin. Tandis que le traité ABM mis l'accent sur les installations nucléaires terrestres, le traité SALT II limita le nombre de lance-missiles et de bombardiers stratégiques.

En contraste avec son prédécesseur SALT I, le traité SALT II n'entra jamais en vigueur. En opposition de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, le président américain Jimmy Carter retira le traité lors des discussions de ratification dans le Sénat américain. Malgré ceci, les États-Unis se sont portés à suivre les limitations proposées dans le traité.

La troisième ronde de discussions commença en 1982, lorsque le récemment élu président des États-Unis Ronald Reagan proposa le traité START, Strategic Arms Reduction Treaty. Ce traité pour la réduction des armes stratégiques eut pour but de réduire les arsenaux nucléaires des deux pays de 25%, et non que de les limiter. Les discussions furent rompues à plusieurs reprises par faute de disputes par les Soviétiques qui désirent se protéger de possibles déploiements américains en Europe.

Le traité fut finalement signé en 1991 par Mikhaïl Gorbatchev de l'URSS et George Bush des États-Unis, mais ne fut que ratifié en 1993 ». <http://www.querrefroide.net/minidoc/salt>

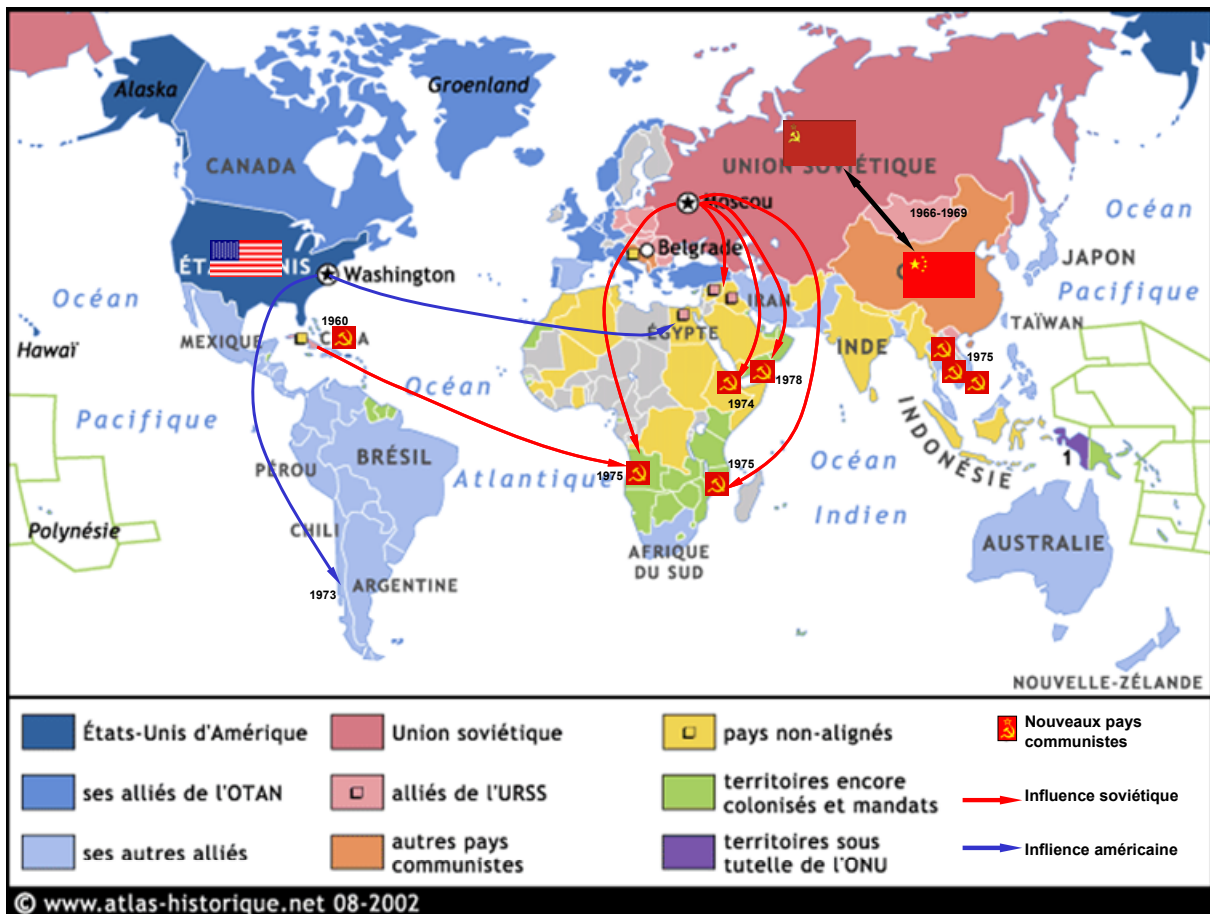
Les principaux traités de contrôle des armements

Traité	Année	Pays
Interdiction des essais nucléaires dans les trois sphères	1963	Plus de 100 pays
Traité de non-prolifération des armes nucléaires	1967	Plus de 100 pays
Interdiction de l'arme biologique	1972	Plus de 80 pays
SALT I	1972	Etats-Unis - URSS
ABM	1972	Etats-Unis - URSS
SALT II	1979	Etats-Unis - URSS
Traité des missiles à moyen rangé en Europe	1987	Etats-Unis - URSS
START I	1990	Etats-Unis - URSS

e) La rivalité dans le Tiers monde

La détente diminue les risques de confrontation directe entre les deux blocs, mais en même temps déplace leur rivalité dans les pays du Tiers monde. Cette rivalité est surtout sur le terrain de l'influence politique. Pendant les années 1970 l'URSS marque des points en Afrique et en Asie, où plusieurs nouveaux régimes politiques se déclarent marxistes : Laos, Birmanie, Afghanistan, Éthiopie, Mozambique, Angola, Libye, Yémen du Sud. En 1975 la guerre de Vietnam se termine par un retrait pour les américains (impliqués dans une guerre de grande envergure de 1964 à 1972 et soutenant leurs alliés dans le Vietnam du Sud) et par la victoire des communistes et l'unification du Vietnam. Les tentatives américaines de stopper l'influence soviétique dans l'Amérique du Sud pendant ce temps sont plus fructueuses – en 1973 les États-Unis soutiennent le coup d'État de Pinochet en Chili contre le gouvernement de la « Gauche unie ». Mais le bilan apparaît dans ce domaine largement en faveur de l'URSS.

La rivalité dans le Tiers monde



3) La « nouvelle guerre froide » (1979-1990)

Depuis la fin des années 1970 les États-Unis se rendent compte qu'il ont moins gagné de la détente que leur rival. Cette prise de conscience va avec un changement politique qui fait venir au pouvoir les neo-conservateurs avec l'élection à la présidence de R. Reagan en 1980.

a) Afghanistan 1979

Le coup décisif pour la prise de conscience par l'Occident des effets négatifs de la détente est l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Dans ce pays depuis 1975 est instauré un régime marxiste, REn 1979 un conflit entre deux fractions de ce régime implique les Soviétiques qui interviennent en faveur d'une des deux côtés.

« Le pays en débauche, les forces soviétiques envahissent l'Afghanistan le 25 décembre 1979. Ils prirent brusquement contrôle de la ville Kâbul et autres centres importants. Les Russes exécutèrent le Président Haffizullah Amin et Babrak Karmal fut instauré comme président du pays.

Karmal dénonça les politiques tyranniques d'Amin et promit de combiner des réformes sociales et économiques avec respect pour l'Islam et pour les traditions afghanes. Mais le gouvernement qui dépendait sur les forces militaires soviétiques n'était pas populaire et une rébellion intensifia. Durant les prochaines années environ trois millions de réfugiés de guerre ont fui au Pakistan et un autre 1,5 millions ont fui en Iran. Plusieurs aussi déménagèrent vers la ville de Kâbul.

Une guérilla antigouvernementale opérait des bases aux alentours de Peshâwar, Pakistan et l'Iran. Elle était soutenue avec des armes des États-Unis, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et de la Chine. Vers les mi-années 1980, les États-Unis dépensaient des centaines de millions de dollars chaque année pour subventionner la guérilla au Pakistan.

En 1986, 118 000 troupes soviétiques et 50 000 troupes afghanes menaient la guerre avec 130 000 rebelles. Bien que les troupes russes aient de l'équipement moderne (des tanks et des bombardiers), les rebelles étaient aussi bien armés, et ils avaient du support local et opéraient avec efficacité sur le terrain montagneux. Les États-Unis commençaient de fournir des missiles "Stinger", capable de descendre les hélicoptères soviétiques.

L'effet de la guerre sur l'Afghanistan était désastreux, la moitié de la population fut déplacée dans le pays, obligée d'émigrer, blessée ou tuée. Les estimations des fatalités de combat varient entre 700 000 et 1,3 millions personnes. L'économie non plus n'était pas épargnée; le système scolaire était en ruine, l'industrialisation était limitée et plusieurs grands projets d'irrigations étaient endommagés. Malgré quelques réactions négatives, la présence d'un tel nombre de réfugiés à Pakistan et en Iran a actuellement amélioré les relations entre l'Afghanistan et ces pays.

En mai 1986, Karmal fut remplacé comme chef du Parti populaire démocratique de l'Afghanistan (PPDA) par Muhammad Najibullah, qui fut élu Président en novembre 1987.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev devint le chef soviétique en 1985, il mit grande priorité à la retraite des troupes russes en Afghanistan. Il vu la guerre comme étant trop coûteuse, pas populaire et impossible de gagner. En mai 1988, l'Afghanistan, le Pakistan, les États-Unis et l'URSS signèrent des accords mettant fin à l'intervention étrangère en Afghanistan. La retraite russe fut complète en février 1989 ».
<http://www.guerrefroide.net/minidoc/afghan>

b) La crise des euro-missiles (1979-1983)

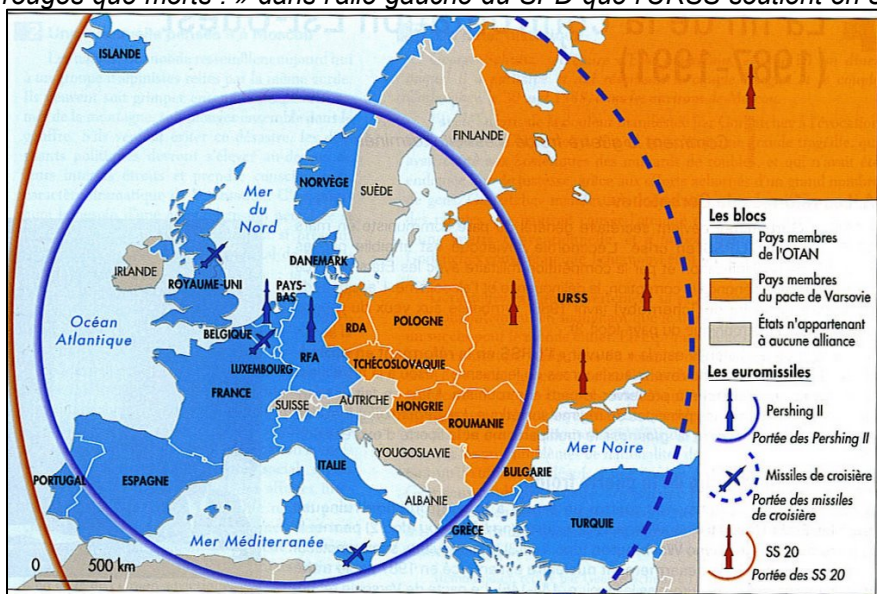
La plus dramatique épisode de cette « deuxième guerre froide » fut la crise des missiles de portée moyenne en Europe (les euromissiles).

« Dans les années 1960, l'URSS avait déployé contre l'Europe [occidentale] des missiles SS-4 et SS-5, peu précis, dotés de têtes nucléaires puissantes et adaptés contre des grands centres urbains. Leur mise en action aurait provoqué une riposte américaine équivalente. On restait donc dans le cadre de la dissuasion classique. Les SS-20 qui les remplacent en 1975 sont beaucoup plus précis, donc dotés de têtes nucléaires beaucoup moins puissantes et adaptés contre des cibles militaires (bases aériennes, navales, centres de commandements) et ne menaçant pas, ou peu, les civils. En outre, ces missiles peuvent être mis à feu très rapidement.

Si des objectifs militaires sont les seuls à être visés, les États-Unis hésiteront à engager des forces nucléaires stratégiques contre des villes soviétiques. La nature des SS-20 est donc différente des missiles de la génération précédente, parce qu'ils provoquent un découplage entre la sécurité des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN.

Le Chancelier Fédéral d'Allemagne, Helmut Schmidt (du SPD – parti social-démocrate allemand), fut le premier à tirer la sonnette d'alarme en 1977 et à inciter les alliés du Pacte Atlantique à demander de l'aide aux États-Unis. Au sommet de l'OTAN de décembre 1979, fut prise la double décision d'installer des missiles en Europe occidentale pour riposter aux SS-20 soviétiques et d'engager des négociations pour en obtenir le retrait. Si les négociations n'aboutissaient pas dans un délai de 4 ans, l'OTAN devait déployer des missiles de croisière et des Pershing II en Europe.

L'Union Soviétique engagea une offensive diplomatique en mobilisant en plus des partis communistes, toute l'extrême-gauche européenne, notamment trotskyste, ainsi que des mouvements pacifistes. Seul le Parti communiste italien, dirigé par Berlinguer, se démarqua, ainsi que quelques groupuscules pro-chinois. Les organisations pacifistes déclenchent des manifestations de protestations énormes comme en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en RFA. En Allemagne, on y entend parfois : « plutôt rouges que morts ! » dans l'aile gauche du SPD que l'URSS soutient en sous-main, au grand dam du



Chancelier Schmidt. Pour les élections de mars 1983, celui-ci est évincé au profit de Vogel, favorable aux thèses soviétiques. En Grande-Bretagne, le mouvement pacifiste s'appuie sur le Parti travailliste qui connaît alors une dérive gauchiste sous la direction de Michael Foot et exige le désarmement nucléaire unilatéral. Aux Pays-Bas, la grande organisation pacifiste NKV regroupe des dizaines de milliers de militants.

<http://histoire-geo-remiremont.blogspot.com/2005/11/la-crise-des-euromissiles.html>

En France, le président François Mitterrand (socialiste) est favorable à l'installation de missiles Pershing II en Allemagne. Lors du célèbre discours au Bundestag sur l'équilibre des forces le 20 janvier 1983, il déclare : « Seul l'équilibre des forces peut conduire à de bonnes relations avec les pays de l'Est, nos voisins et partenaires historiques. Mais le maintien de cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières de l'Europe ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires dirigées contre elles. » En octobre, à Bruxelles, il déclare : « Je suis moi aussi contre les euromissiles, seulement je constate que les pacifistes sont à l'Ouest et les euromissiles à l'Est. » Paradoxalement, le Chancelier Schmidt est abandonné par son parti et tombe en octobre 1982, devant une coalition CDU-CSU-FPD dirigé par Helmut Kohl qui gagne les élections de mars 1983 avec pour thème la fermeté face à l'URSS.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher venait de connaître un triomphe électoral après sa victoire dans la guerre des Malouines (Falklands) de 1982 et affichait un soutien sans faille au projet.

Aux États-Unis, Ronald Reagan avait facilement gagné contre Jimmy Carter en 1980 en mettant en avant un programme clairement anti-soviétique. D'autre part, il proposait le programme « Guerre des étoiles » que les Soviétiques ne pouvaient contrer ni financièrement, ni technologiquement.

Le 1er septembre 1983, alors que les premiers missiles de croisières devaient être installés en Grande-Bretagne, et que la tension Est-Ouest était extrême, l'aviation soviétique abat dans la mer d'Okhotsk un Boeing 747 de Korean Air Line, le vol KAL 007, ce qui provoque la mort des 269 passagers et membres d'équipage et une émotion très forte dans le monde entier. Le président Reagan exploite très habilement l'affaire et la diplomatie soviétique réagit de façon très agressive et absurde en accusant l'avion de s'être livré à de l'espionnage. D'autre part, les États-Unis propose « l'Option

Zéro » qui consiste à retirer à la fois les missiles américains et soviétiques ; cette position est facilement acceptable par les opinions publiques occidentales.

Cette bataille d'opinion est donc perdue [pour les Soviétiques]. Les États-Unis à partir de 1983 installent des missiles de croisière d'abord en Grande-Bretagne puis, en 1984, des missiles Pershing II capables d'atteindre l'URSS, en RFA, en Grande-Bretagne et en Italie sans que les mouvements pacifistes puissent s'y opposer.

En 1986, l'URSS et les USA se mettent d'accord, au sommet de Reykjavik, pour « l'Option Zéro », ce qu'avait proposé le président Reagan et suppriment ainsi tous les SS-20 situés en Europe de l'Est (Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty) ainsi que les Pershing II et les missiles de croisière. L'URSS, sous l'égide de Mikhaïl Gorbatchev, met en place une véritable politique de désarmement, en acceptant le contrôle sur son propre territoire, ce qu'avaient toujours refusé ses prédécesseurs. » http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_des_euromissiles

c) La fin de la Guerre froide

« Le 11 mars 1985, après la mort de Konstantin Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev (âgé de 54 ans) arrive au pouvoir en Union soviétique. Il lancera peu après les politiques de glasnost (transparence) et de perestroïka (restructuration).

La recherche du désarmement : Gorbatchev veut sortir son pays de la Guerre froide ruinant l'Union soviétique qui y consacre environ 16 % de son PNB contre 6,5 % pour les États-Unis (M. Vaïsse, Les RI après 1945, 2004). Les 11 et 12 octobre 1986, Ronald Reagan et Gorbatchev se rencontrent à Reykjavik, ce qui inaugure une nouvelle « détente » marquée par la reprise du dialogue, interrompu en 1979 : les États-Unis refusent d'abandonner l'IDS, mais un accord est presque conclu sur la diminution des armes stratégiques, tandis que Gorbatchev évoque la « Maison commune européenne », dénucléarisée et neutralisée. Ainsi, le 8 décembre 1987, à Washington, Reagan et Gorbatchev décident d'éliminer tous les missiles présents en Europe dans un délai de trois ans : c'est l'« option zéro », premier réel traité de désarmement :

- L'Europe est vidée des missiles nucléaires des deux Grands ;
- C'est la fin de la « crise des euromissiles » ;
- C'est la fin de la course aux armements (même si 4 % des têtes nucléaires seulement ont disparu).

Le 7 décembre 1988, à la tribune de l'ONU, Gorbatchev annonce la réduction des forces armées soviétiques en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie, ce qui signifie la fin de la « doctrine de souveraineté limitée » : l'Union soviétique se désengage de l'Europe de l'Est. Ce discours inaugure la « Révolution de velours », c'est-à-dire la transition douce des pays de l'Europe de l'Est entre un régime de type soviétique et un régime démocratique multipartiste par de nouvelles lois constitutionnelles de 1988 à 1990, avec des manifestations populaires, mais sans guère de combats ni de sang versé. En RDA, les habitants commencent à migrer vers la RFA par la Hongrie libre (été 1989). Puis, sous la pression de la population, le Mur de Berlin chute le 9 novembre 1989 et l'Allemagne sera réunifiée l'année suivante (3 octobre 1990). En Roumanie, le régime autocratique de Ceaușescu est le dernier à tomber, le 26 décembre 1989 et le dictateur est exécuté ainsi que sa femme. En 1990, Gorbatchev obtient le prix Nobel de la paix.

Peu à peu, du fait du désengagement de l'Union soviétique et de la fin de la menace communiste, un vent de liberté souffle sur le monde et plusieurs conflits périphériques se règlent. Par exemple, les troupes du Viêt Nam quittent le Cambodge (29 septembre 1989) et les troupes cubaines quittent l'Angola et le Nicaragua. Beaucoup de dictatures d'Amérique latine, soutenues par les États-Unis comme rempart contre la tentation communiste, tombent : Argentine (1983), Brésil (1985), Paraguay (1989), Chili (1990). En Afrique du Sud, Nelson Mandela est libéré (12 février 1990), ce qui va mettre fin à l'apartheid (1991). En Afghanistan, l'Armée rouge quitte le pays (1988-1989) mais la guerre civile se poursuit entre les islamistes modérés du commandant Massoud et les islamistes durs soutenus par le Pakistan.

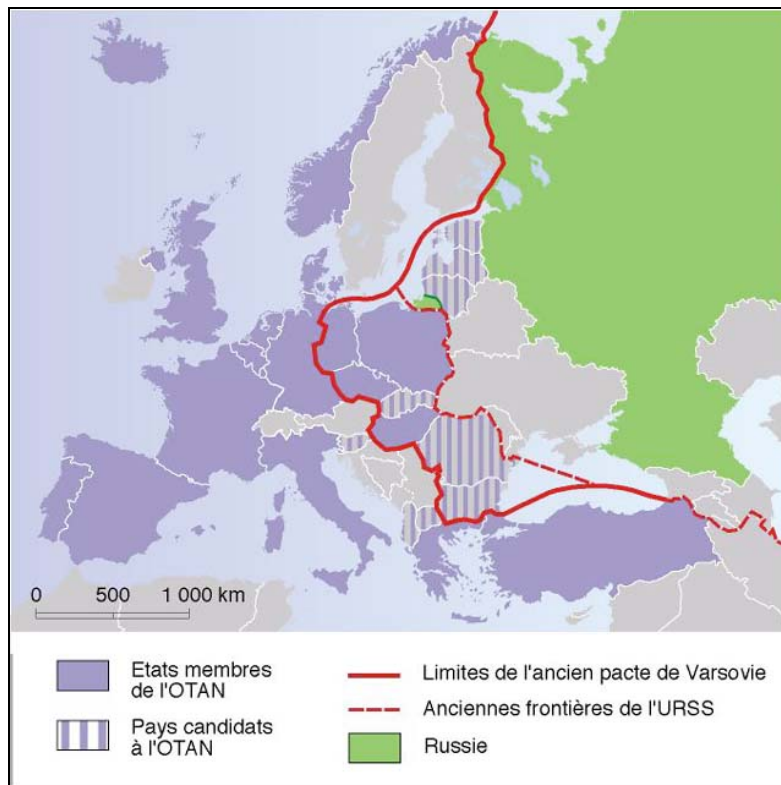
Dans le contexte de la glasnost (« transparence ») et de la perestroïka (« restructuration ») et d'une tentative de démocratisation de l'Union soviétique, son implosion se fait en cinq grandes étapes :

- Dès mars 1989, les républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) proclament leur souveraineté. Moscou réagit en envoyant des troupes, mais choisit de les retirer devant les protestations internationales ;
- Le 12 juin 1990, la République socialiste fédérative soviétique de Russie qui a élu Boris Eltsine à sa présidence, bien que Gorbatchev ait tout fait pour éviter cette élection, proclame à son tour sa souveraineté (8 juin 1991) ;
- Le 18 août 1991, des tenants de la ligne dure tentent le Putsch de Moscou contre Gorbatchev qui est séquestré quelques jours dans sa datcha en Crimée. Des manifestations s'opposent à ce putsch, et Eltsine réussit à rétablir la situation. Les autres républiques quittent l'Union soviétique de août à décembre 1991 ;
- Le 8 décembre 1991, par les accords de Minsk en Biélorussie, constatant que « l'URSS n'existe plus », 11 ex-républiques socialistes soviétiques fondent la CEI (Communauté des États indépendants), qui est confirmé à Alma-Ata (Kazakhstan) quelques jours plus tard (21 décembre 1991) ;

Le 25 décembre 1991, président d'un État qui n'existe plus, Gorbatchev est contraint de démissionner.

Dès août 1990, George Herbert Walker Bush, nouveau président des États-Unis, annonce la fin de l'affrontement Est/Ouest, c'est-à-dire de la Guerre froide et de la bipolarisation du monde. En 1991, les deux principales organisations internationales du bloc de l'Est, le COMECON, qui apporte un soutien économique, et le Pacte de Varsovie, qui apporte un soutien militaire, se dissolvent à leur tour. » http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_froide#cite_ref-36

L'unipolarité en Europe



Source : Le Monde diplomatique